



## Intervention à l'Assemblée Générale des retraités CGT d'Arles

22 janvier 2026

Chers camarades et amis,

Je me permets au nom du collectif des Retraités de l'Union Locale CGT d'Arles, de vous souhaiter, ainsi qu'à vos proches, une bonne et heureuse année 2026, la santé, la paix et des avancées progressistes dans notre activité syndicale C.G.T.

En ce début d'année la situation tant au niveau National qu'International provoque une inquiétude légitime, propice à des dérives autoritaires et impérialistes, ouvrant des boulevards à l'extrême droite dans nombre de pays.

En effet, l'agression des U.S.A. contre le Vénézuéla avec l'enlèvement de son président élu Nicolas Maduro et de sa compagne Cilia Flores constitue une violation inadmissible du droit des états à l'indépendance et à l'autodétermination des peuples à disposer d'eux même.

Il en est de même au moyen Orient où le gouvernement fasciste de Netanyahou massacre la population Palestinienne provoquant un véritable génocide depuis 27 mois sans que ni l'O.N.U. ni la communauté internationale ne prenne de sanction contre ce gouvernement, qui, se considérant ainsi soutenu et encouragé, continue une guerre visant à l'éradication de toute une population afin de s'accaparer un territoire

L'agression du Vénézuéla est la poursuite d'une politique Américaine hégémonique qu'ils ont appliquée depuis des décennies dans plus de 60 pays à travers le monde afin de mettre en place des gouvernements à leurs ordres et souvent fascistes.

Ces montées des tensions internationales sont le prétexte utilisé par Macron et son gouvernement illégitime pour imposer l'augmentation des budgets militaires et rétablir un service National qui vise à constituer une réserve idéologiquement formée afin de servir de chair à canon.

Cette dérive budgétaire vers le militaire a pour conséquence l'aggravation des déserts médicaux mais aussi, prive les citoyens de centres hospitaliers, de services publics à la poste, dans le transport ferroviaire et aérien, dans les télécommunications, dans le financement des besoins sociaux en matière de logements, d'éducation, de financement de la sécurité sociale

Celle-ci s'accompagne d'une politique répressive visant particulièrement les syndicalistes C.G.T., jusqu'à la Secrétaire Générale. Cette politique est soutenue par toute une propagande médiatique visant ceux qui contestent les orientations ultra libérales et ceux que les dirigeants appellent les « privilégiés » en particuliers les retraités.

Au regard de leur situation, les retraités sont loin d'être des privilégiés

En effet non seulement les augmentations des retraites sont en dessous de l'inflation réelle mais en plus, nous subissons l'augmentation des prélèvements à la source, plus 1,9% auxquelles s'ajoute celle de la C.S.G/C.R.D.S. amplifiant la dégradation progressive des pensions, notamment de la complémentaire AGIRC/ARCCO comme le démontre une étude de l'U.C.R. alors que les réserves du régime complémentaire de retraites s'élèvent à 101,7 milliards d'euros

Cette dégradation a pour objectif de répondre aux exigences de Macron et du MEDEF, à savoir passer la dépense des retraites de 14% à 11% du P.I.B.

Considérant que leur politique de casse des services publics et de privatisations, voulue par l'Europe, doit se poursuivre, ils continuent à détruire tous les conquits sociaux obtenus par des décennies de lutte de la classe ouvrière avec la C.G.T.

Car c'est bien une guerre de classe qui est menée par le capitalisme bourgeois contre la classe ouvrière, je sais, ce positionnement pourrait apparaître comme désuet voire passéiste, mais c'est pourtant bien un affrontement de classe comme nous ne l'avons pas subi depuis très longtemps qui nous est imposé.

Face à cela, seule la lutte organisée du plus grand nombre de citoyens, des travailleurs actifs, retraités, privés d'emploi, jeunes, des femmes ; sera en capacité de créer les conditions de mobilisations pour ouvrir des perspectives d'avancées progressistes.

Des luttes se développent dans nombre de secteurs sur les salaires, l'emploi, l'amélioration des conditions de travail, se traduisant par des victoires sur les revendications.

Les mobilisations remettant en cause le principe de la concurrence libre et non faussée imposée aux forceps par la commission Européenne grandissent en France et en Europe, la crise agricole en est un exemple.

Ce secteur agricole concentre aussi d'énormes difficultés pour les travailleurs qui subissent des conditions catastrophiques tant au niveau des rémunérations, que des conditions de travail et de logements souvent insalubres avec dans certains cas des patrons condamnés pour traite d'êtres humains en particulier en Bourgogne

S'agissant des débats à l'Assemblée Nationale ceux-ci ont été particulièrement vifs concernant la sécurité sociale notamment le refus de l'allongement des années de cotisations et de l'âge de départ pour une retraite à taux plein.

Ce débat coïncide avec le 80<sup>ième</sup> anniversaire de la création de notre sécurité sociale voulue dans le programme du C.N.R. et aussi, par la détermination de notre camarade Ambroise Croizat.

La C.G.T. défend ce qui est une avancée sociale majeure afin que chacun puisse se soigner selon ses besoins en cotisant selon ses moyens.

Afin de revenir à un fonctionnement démocratique de la sécurité sociale et répondre aux besoins de notre temps, il est logique de revendiquer :

- La retraite à 60 ans à taux plein après 37,5 ans de cotisations
- Le calcul de celle-ci à 75% du salaire de référence
- Le rétablissement des élections des administrateurs salariés aux caisses de sécurité sociale avec voix majoritaires dans les conseils d'administration
- Mettre fin aux aides sans contrôle aux entreprises (210 milliards d'euros !) ainsi qu'aux « allègements » des cotisations patronales, mais aussi :
- Développer l'emploi industriel dans tous les secteurs d'activité

-Rétablir les I.R.P (D.P.,C.E., C.C.E. et C.H.S.C.T.) avec les moyens de fonctionnement au niveau matériel, heures de délégation et dans des locaux aménagés.

Pour mener à bien l'activité syndicale il nous faut conserver nos structures de bases notamment les U.L.

Dans nombre de ville, beaucoup d'U.L. sont confrontés aux décisions d'expulsion prises par les maires de celles-ci, et notre U.L. C.G.T. d'Arles est sous le coup de la décision du maire de nous expulser de la bourse du travail, bâtiment que nous occupons depuis 126 ans et que nous voulons continuer à occuper afin de poursuivre dans les meilleures conditions nos activités syndicales dans la défense des droits des travailleurs, mais aussi de formation syndicale et d'activités culturelles (expositions photos, débats et soirées sur de nombreux thèmes)

Depuis que la décision du maire à été signifiée à notre Union Locale C.G.T. celle-ci à initié nombre d'initiatives tant au niveau syndical que culturel pour démontrer l'importance que revêt l'union locale C.G.T. au niveau de la vie locale.

Comme vous le constater nous sommes toujours là et la proximité des échéances municipales, fait qu'il est possible que le maire est d'autres priorités tout en mesurant que sa volonté demeure de nous faire partir à tout moment

A nous, militants et sympathisants de faire tout notre possible pour défendre cet outil démocratique afin que la bourse du travail demeure le siège de L'Union Locale C.G.T. d'Arles pour longtemps.